

CONSEILS ET ASSISTANCE
Société d'expertise comptable
Inscrite à l'Ordre IDF
Société de commissariat aux comptes
Membre de la compagnie de Versailles

ASSOCIATION E2C95

Ecole de la 2e Chance du 95
Siège social : 13 rue de l'Escouvrier
95200 Sarcelles

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2025

Aux Adhérents

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association E2C95 relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association E2C95 à la fin de cet exercice.

SARL au capital de 150 000 €.

Email : sebastien@rougagnou.com

N° SIRET : 500 029 988 00036 APE : 6920Z

Conseils & Assistance

6 bd Bineau 92300 Levallois-Perret

Tél. : 01 47 58 47 47

Observation

Sans remettre en cause l'opinion émise précédemment, nous vous attirons l'œil sur l'annexe et plus précisément sur l'information du changement de réglementation comptable avec application du nouveau plan comptable général 2025.

L'information transmise est que cela n'a pas conduit à une modification substantielle des méthodes d'évaluation des actifs et passifs de l'association. Les principales incidences identifiées concernent la présentation et la nomenclature de certains postes du bilan et du compte de résultat.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

SARL au capital de 150 000 €.

Email : sebastien@rougagnou.com

N° SIRET : 500 029 988 00036 APE : 6920Z

Conseils & Assistance

6 bd Bineau 92300 Levallois-Perret

Tél. : 01 47 58 47 47

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Au niveau de nos travaux sur les subventions, nous avons réalisé une analyse de l'intégralité des conventions actives sur l'exercice. Nous avons contrôlé leur exhaustivité, leur réalité et leur correct rattachement à l'exercice social.

Nous avons également vérifié les différentes clauses, leur respect et leur impact dans les comptes et pris en considération le respect des différents principes comptables (de prudence notamment) afin d'obtenir l'assurance raisonnable nécessaire pour fonder notre opinion sur les montants des subventions et leurs corollaires (provisions et produits à recevoir) ;

Au niveau des fonds dédiés, nous avons réalisé une analyse de l'ensemble des fonds dédiés sur le respect des conditions de formations (objet défini par financeur externe ou par décision du Bureau et/ou du Conseil d'Administration), l'affectation des budgets et du correct rattachement des charges affectables.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Bureau et dans les autres documents adressés aux Adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre association auprès des sociétés contrôlant votre association ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

SARL au capital de 150 000 €.

Email : sebastien@rougagnou.com

N° SIRET : 500 029 988 00036 APE : 6920Z

Conseils & Assistance

6 bd Bineau 92300 Levallois-Perret

Tél. : 01 47 58 47 47

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Fait à LEVALLOIS PERRET,
le 24 février 2026
Le Commissaire aux comptes
CONSEILS ET ASSISTANCE,
représenté par Sébastien ROUGAGNOU

SARL au capital de 150 000 €.

Email : sebastien@rougagnou.com

N° SIRET : 500 029 988 00036 APE : 6920Z

Conseils & Assistance

6 bd Bineau 92300 Levallois-Perret

Tél. : 01 47 58 47 47

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)			
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	2 000	191	1 809	0,17		
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels						
. Autres immobilisations corporelles	28 954	15 628	13 325	1,27	21 619	2,70
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées						
. Autres titres immobilisés						
. Prêts						
. Autres	46 672		46 672	4,44	45 873	5,72
TOTAL (I)	77 625	15 819	61 806	5,88	67 491	8,42
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés						
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	618 351		618 351	58,87	163 051	20,34
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	278 008		278 008	26,47	466 584	58,19
Charges constatées d'avance	92 249		92 249	8,78	104 648	13,05
TOTAL (II)	988 608		988 608	94,12	734 283	91,58
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 066 233	15 819	1 050 414	100,00	801 774	100,00



PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
. Fonds propres statutaires		
. Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
. Fonds statutaires		
. Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
. Réserves statutaires ou contractuelles		
. Réserves pour projet de l'entité		
. Autres		
Report à nouveau	226 280	21,54
Excédent ou déficit de l'exercice	162 532	15,47
Situation nette (sous total)	388 812	37,02
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	45 873	4,37
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	434 685	41,38
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	29 397	2,80
TOTAL (II)	29 397	2,80
PROVISIONS		
Provisions pour risques	17 800	1,69
Provisions pour charges		
TOTAL (III)	17 800	1,69
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	845	0,08
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	148 135	14,10
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	297 331	28,31
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	122 222	11,84
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (IV)	568 533	54,12
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 050 414	100,00

ENGAGEMENTS REÇUS		
Legs nets à réaliser :		
- acceptés par les organes statutairement compétents		
- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre		
ENGAGEMENTS DONNÉS		



COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%	
		Total	%	Total	%	Variation	%		
PRODUITS D'EXPLOITATION:									
Cotisations									
Ventes de biens et services									
- Ventes de biens									
- dont ventes de dons en nature									
- Ventes de prestations de services									
- dont parrainages									
Produits de tiers financeurs									
- Concours publics et subventions d'exploitation		2 814 629	94,94	2 160 465	99,27	654 164	30,28		
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible									
- Ressources liées à la générosité du public									
- Dons manuels		5 050	0,17			5 050	N/S		
- Mécénats									
- Legs, donations et assurances-vie									
- Contributions financières									
Reprises sur amortiss., dépréciat.et provisions		139 392	4,70			139 392	N/S		
Utilisations des fonds dédiés		603	0,02			603	N/S		
Autres produits		762	0,03	8 786	0,40	-8 024	-91,32		
Total des produits d'exploitation (I)		2 960 436	99,86	2 169 252	99,87	791 184	36,47		
CHARGES D'EXPLOITATION:									
Achats de marchandises									
Variations stocks									
Autres achats et charges externes		689 032	23,24	545 645	25,07	143 387	26,28		
Aides financières									
Impôts, taxes et versements assimilés		131 883	4,45	60 310	2,77	71 573	118,68		
Salaires et traitements		1 233 147	41,59	819 599	37,66	413 548	50,46		
Cotisations sociales		529 324	17,85	341 194	15,68	188 130	55,14		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		19 749	0,67	13 870	0,64	5 879	42,39		
Dotations aux provisions		122 222	4,12	139 392	6,40	-17 170	-12,31		
Reports en fonds dédiés				30 000	1,38	-30 000	-100,00		
Autres charges		76 568	2,58	43	0,00	76 525	N/S		
Total des charges d'exploitation (II)		2 801 924	94,51	1 950 052	89,60	851 872			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		158 512	5,35	219 200	10,07	-60 688	-27,68		
PRODUITS FINANCIERS:									
De participations									
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif									
Autres intérêts et produits assimilés		4 280	0,14	7 088	0,33	-2 808	-39,61		
Reprises sur dépréciations et provisions									
Différences positives de change									
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement									
Total des produits financiers (III)		4 280	0,14	7 088	0,33	-2 808	-39,61		
CHARGES FINANCIERES:									
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions									
Intérêts et charges assimilées				7	0,00	-7	-100,00		
Différences négatives de change									
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilères placements									
Total des charges financières (IV)				7	0,00	-7	-100,00		
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		4 280	0,14	7 081	0,33	-2 801	-39,55		

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	162 792	5,49	226 280	10,40	-63 488	-28,05
PRODUITS EXCEPTIONNELS:						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital						
Reprises sur provisions et dépréciations						
Total des produits exceptionnels (V)						
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Sur opérations de gestion	260	0,01			260	N/S
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Total des charges exceptionnelles (VI)	260	0,01			260	N/S
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-260	-0,00			-260	N/S
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I + III + V)	2 964 716	100,00	2 176 340	100,00	788 376	36,22
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	2 802 184	94,52	1 950 059	89,60	852 125	43,70
EXCEDENT OU DEFICIT	162 532	5,48	226 280	10,40	-63 748	-28,16
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
PRODUITS :						
Dons en nature	36 000		27 000			
Prestations en nature						
Bénévolat						
TOTAL	36 000		27 000			
CHARGES :						
Secours en nature	36 000		27 000			
Mise à disposition gratuite de biens et services						
Prestations						
Personnel bénévole						
TOTAL	36 000		27 000			



Annexe association PREAMBULE

L'École de la 2e Chance du Val d'Oise (95) a été recréée par Marie-Christine DURAND, Catherine DROUIN et Hervé COUÉ et immatriculée le 12 janvier 2024. Les premiers salariés sont arrivés sur sites en avril 2024.

Les sites de formation sont situés à Cergy, Argenteuil et Sarcelles afin d'accueillir des jeunes, âgés de 16 à 25 ans, sortis du système scolaire sans diplôme, sans qualification ou avec un BEP, CAP, BAC.

L'objectif est de favoriser leur insertion sociale et professionnelle, en assurant une formation portée sur le socle commun de connaissances et l'acquisition de compétences sociales et personnelles. De nombreux stages en entreprises permettent la découverte des métiers, l'orientation professionnelle et la validation de compétences.

L'exercice clos au 31 décembre 2024 était le 1^{er} exercice social depuis la réouverture de l'école, il était en réalité de 9 mois.

L'exercice clos au 31 décembre 2025 a une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 928 192,23 €.

Le résultat net comptable est un excédent de 162 531,66 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.



PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.



PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Changement de réglementation comptable – Application du PCG 2025

À compter du 1er janvier 2025, l'association applique le règlement de l'Autorité des normes comptables n° 2022-06 du 4 novembre 2022, modifié, relatif au nouveau Plan comptable général (PCG 2025), qui se substitue aux règles comptables précédemment applicables.

Ce changement de réglementation comptable a été mis en œuvre conformément aux dispositions transitoires prévues par le règlement précité. L'association a procédé à une analyse des incidences potentielles de cette nouvelle réglementation sur ses méthodes comptables, ses règles d'évaluation, ainsi que sur la présentation de ses états financiers.

Compte tenu de la nature de ses activités et de son mode de financement, notamment par le recours à des subventions publiques, une attention particulière a été portée au traitement comptable des subventions, fonds dédiés et autres concours financiers publics.

À l'issue de cette analyse, l'application du PCG 2025 n'a pas conduit à une modification substantielle des méthodes d'évaluation des actifs et passifs de l'association. Les principales incidences identifiées concernent la présentation et la nomenclature de certains postes du bilan et du compte de résultat.

Lorsque cela a été nécessaire, les informations comparatives ont fait l'objet de reclassements afin d'assurer la comparabilité entre les exercices. Ces reclassements n'ont pas d'incidence sur le résultat, ni sur les fonds propres de l'association.

L'association poursuivra l'analyse des conséquences de l'application du nouveau Plan comptable général au cours des exercices ultérieurs, notamment au regard des évolutions des textes, des interprétations doctrinales et des pratiques professionnelles.

Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Provision pour départ à la retraite

Sur 2024, l'école a fait une estimation du coût des indemnités de départ à la retraite qui seraient dues en fonction de l'ancienneté des salariés dans l'association qui est constatée dans le poste provisions pour risques et charges.



Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Ne constituent pas des charges immédiatement déductibles les dépenses qui se traduisent par l'entrée d'un nouvel élément d'actif de l'entreprise, destiné à être utilisé durablement comme moyen d'exploitation. Ainsi les dépenses qui entraînent normalement une augmentation de la valeur pour laquelle un élément de l'actif immobilisé au bilan, ne font pas partie des charges déductibles.

Les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire sur la base de leur durée de vie économique.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions de fonctionnement

Les subventions d'exploitation sont inscrites au compte de résultat en fonction des accords de financement et des périodes notifiées par les financeurs, indépendamment du versement effectif des fonds.



Contributions volontaires :

Conformément au règlement comptable CRC 99-01, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes :

Les contributions en biens et services sont valorisées pour leur coût réel soit au prix de marché. Par prudence les coûts minima ont été retenus.



NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles		2 000		2 000
Immobilisations corporelles	27 919	1 034		28 954
Immobilisations financières	45 873	799		46 672
TOTAL	73 792	3 833		77 625

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles		191		191
TOTAL I		191		191
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	6 301	9 328		15 624
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	6 301	9 328		15 624
TOTAL GENERAL (I+II)	6 301	9 328		15 819

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant :			
Créances usagers			
Autres créances	618 351	618 351	
Charges constatées d'avance	92 249	92 249	
TOTAL	710 600	710 600	

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	588 606
TOTAL	588 606

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentat ion	Diminutio n ou	A la clôture
Fonds propres sans droit de					
Fonds propres avec droit de					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau		226 280			226 280
Excédent ou déficit de l'exercice	226 280	-226 280	162 532		162 532
Situation nette	226 280	0	162 532		388 812
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	45 873				45 873
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	45 873	226 280	162 532		272 153

Analyse des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation Contributions financières d'autres organismes Ressources liées à la générosité du public		30 000	603				29 397
TOTAL		30 000	603				29 397

Le conseil d'administration du 28 novembre 2024 a décidé la création d'un fonds social consistant à accompagner les stagiaires pour contribuer à limiter les obstacles susceptibles de perturber les parcours à l'E2C et d'optimiser les conditions de leur réalisation. Ce fonds a été doté d'un budget de 30 000 €.

Subventions d'investissement

Subventions

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
Région IDF Financement dépôt de loyer	Ouverture école	45 873			45 873
TOTAL		45 873			45 873

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit	845	845		
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	148 135	148 135		
Dettes fiscales et sociales	297 331	297 331		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	122 222	122 222		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	568 533	568 533		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	845
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	45 381
Dettes fiscales et sociales	202 819
Autres dettes	122 222
TOTAL	371 267



Annexe association (suite)**NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT*****Concours publics et subventions***

Sur l'exercice clos au 31 décembre 2025 la taxe d'apprentissage encaissée s'élève à 162 528 €.

Une subvention de 3 000€ a été encaissée sur 2025 pour l'emploi des apprentis.

Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
ETAT	Fonctionnement	934 839	934 839			
Région IDF	Fonctionnement	1 075 481	522 064	533 416		
Etat et Région	Bonus de 2024	122 488	122 488			
ANCT Mission Ville	Fonctionnement	115 793	115 793			
Conseil Département	Fonctionnement	207 000	207 000			
Communes et EPCI	Fonctionnement	139 500	158 250	35 250		
TOTAL		2 649 100	2 060 434	568 666		

Des dons de 5 050 € ont été encaissés sur 2025, dont 4 750 € venant du Crédit Agricole.

Opérations de mises à disposition gratuite de biens

Une convention de mise à disposition des locaux a été signée avec la Mairie d'Argenteuil en avril 2024. Cette contribution a été estimée à 36 000 € annuellement.

Les charges (hors charges de copropriété), les fluides et toutes dépenses courantes sont à la charge de l'Ecole.



AUTRES INFORMATIONS

Engagements et sûretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Néant

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

Un contrat d'affacturage a été mis en place sur 2025 auprès de la société générale. Deux créances ont été déposées au factor sur début 2025 pour 1 241 205 €. Les encaissements ont eu lieu courant 2025.

Il n'existe plus de créance factorisée au 31-12-25.

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'association a décidé de provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

La méthode de calcul retenue est la méthode prospective, dite méthode des unités de crédit projetées.

Les différents taux utilisés pour le calcul sont les suivants :

- Taux d'actualisation financière annuel des sommes investies : 3.38%
- Taux de charges patronales moyen : 60 %
- Taux d'évolution salarial : 2.5 %
- La Convention collective appliquée est celle des organismes de formation.
- La table de mortalité est celle de 2006-2008.
- Il a été considéré qu'il s'agit de départ volontaire à 64 ans.

Rémunération des cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure,



cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Aucune rémunération n'est versée aux organes d'administration.

Effectif moyen

Au 31 décembre 2025, l'effectif est de 30 personnes, 29 cadres et 1 apprenti.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 4 000 €.



CONSEILS ET ASSISTANCE
Société d'expertise comptable
Inscrite à l'Ordre IDF
Société de commissariat aux comptes
Membre de la compagnie de Versailles

ASSOCIATION E2C95

Ecole de la 2e Chance du 95
Siège social : 13 rue de l'Escouvrier
95200 Sarcelles

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos au 31/12/2025

SARL au capital de 150 000 €.
Email : sebastien@rougagnou.com
N° SIRET : 500 029 988 00036 APE : 6920Z

Conseils & Assistance
6 bd Bineau 92300 Levallois-Perret
Tél. : 01 47 58 47 47

CONSEILS ET ASSISTANCE
Société d'expertise comptable
Inscrite à l'Ordre IDF
Société de commissariat aux comptes
Membre de la compagnie de Versailles

ASSOCIATION E2C95

Ecole de la 2e Chance du 95

**Siège social : 13 rue de l'Escouvrier
95200 Sarcelles**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice clos au 31/12/2025

Aux Adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées visées à l'article R.612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

SARL au capital de 150 000 €.

Email : sebastien@rougagnou.com

N° SIRET : 500 029 988 00036 APE : 6920Z

Conseils & Assistance

6 bd Bineau 92300 Levallois-Perret

Tél. : 01 47 58 47 47

CONSEILS ET ASSISTANCE
Société d'expertise comptable
Inscrite à l'Ordre IDF
Société de commissariat aux comptes
Membre de la compagnie de Versailles

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Levallois, le 24 février 2026
Le Commissaire aux comptes
CONSEILS ET ASSISTANCE, représenté
par M ROUGAGNOU Sébastien



SARL au capital de 150 000 €.

Email : sebastien@rougagnou.com

N° SIRET : 500 029 988 00036 APE : 6920Z

Conseils & Assistance

6 bd Bineau 92300 Levallois-Perret

Tél. : 01 47 58 47 47